

DÉLIBÉRATION N° 5.04
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Alain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurèle DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

5.04 _ COMMUNE DE MONTBOUCHER-SUR-JABRON - BILAN DE LA CONCERTATION DU PUBLIC RELATIVE A LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

M. Laurent CHAUVEAU, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

La commune de MONTBOUCHER-SUR-JABRON est couverte par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé depuis le 15 novembre 2011, et ayant depuis, fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions : modifications simplifiées du PLU approuvées en date du 13 novembre 2012, du 4 avril 2013 et du 20 septembre 2016, mises à jour en date du 28 janvier 2016, du 6 décembre 2016, du 29 novembre 2018, du 26 juin 2019, du 15 mars 2021 et du 14 avril 2022, Déclaration d'Utilité Publique Véloroute-Voie-Verte (VUV) du Jabron emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par arrêté préfectoral n°26-2017-03-15-001 en date 15 mars 2017 et Déclaration de Projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU en date du 18 novembre 2019.

MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION procède, à la demande de collaboration avec elle, à la Déclaration de Projet Emportant PLU de MONTBOUCHER-SUR-JABRON.

La présente procédure a pour objectif de permettre la valorisation d'un site de friche commerciale, en entrée de bourg, afin d'y bâtir des bâtiments utiles à la collectivité, aux associations et aux entreprises locales. Ce site est situé le long de la route de Sauzet, entre le centre-bourg et l'autoroute A7 à l'emplacement de l'ancienne discothèque « l'Agora ». Les parcelles concernées par le projet sont les suivantes : ZC n°86, pour partie, 153, 165, 166, et ZD n°74 et n°76, actuellement classées en grande partie en zone Agricole au PLU (excepté les parcelles ZC n°86, pour partie, et n°165 classées en zone urbaine).

Le projet est considéré d'intérêt général dans la mesure où il permettra :

- De mettre en œuvre un projet urbain public, porté par la commune,
- D'accueillir des activités économiques,
- De réaliser des équipements publics d'intérêt collectif,
- De permettre le renouvellement urbain,
- De rechercher l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

Cette procédure a pour objectifs de :

- Compléter le Rapport de Présentation en justifiant l'intérêt général du projet, la mise en compatibilité des pièces du PLU au projet jugé d'intérêt général et la compatibilité de cette procédure au regard des documents de norme supérieure. Cet additif intègre également l'Évaluation Environnementale ;
- Adapter une des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) afin d'identifier le site en secteur d'équipements collectifs futurs ;
- Réaliser une étude de dérogation à la loi Barnier qui s'applique sur ce site du fait de sa proximité avec l'autoroute A7, pour réduire la bande inconstructible de 100 mètres depuis l'axe de l'autoroute ;
- Élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le site du projet, pour fixer un cadre au projet et intégrer les mesures paysagères, sécuritaires... définies par l'étude de dérogation à la loi Barnier ;
- Créer un sous-secteur pour le site du projet (UDc1) dans le Règlement graphique et écrit du PLU avec quelques règles spécifiques en termes d'occupations du sol, d'implantation, de hauteur, d'imperméabilisation, etc.

Les pièces modifiées sont : une orientation d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le règlement (graphique et écrit) et la pièce des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). En outre, un additif a été rédigé pour compléter le rapport de présentation du PLU.

Par ailleurs, le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale. A ce titre, il doit être soumis à une concertation du public conformément à l'article 40 de la Loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) du 07 décembre 2020, codifiée à l'article L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme.

Basé sur la délibération n°6.1/2021 du 30 juin 2021 fixant les modalités de mise à disposition du public des procédures d'évolution de PLU soumises à évaluation environnementale, l'arrêté n°2022.09.52A en date du 12 septembre 2022 a ouvert la concertation au public relative à cette Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°2 du PLU de la commune de MONTBOUCHER-SUR-JABRON.

Ainsi, conformément à cet arrêté, le public a été consulté sur ce projet du lundi 3 octobre 2022 au lundi 31 octobre 2022 inclus.

Différents moyens d'information ont été mis en œuvre pour :

- Annonce légale dans Le Dauphiné Libéré,
- Affichages de l'arrêté et de l'avis en mairie de MONTBOUCHER-SUR-JABRON et à la Maison des Services Publics à MONTÉLIMAR (siège de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION),
- Parution sur les sites internet de la mairie et de l'Agglomération,
- Publications sur la page Facebook de l'Agglomération,
- Affichage de l'arrêté à l'entrée du site, côté route de Sauzet.

Le dossier de concertation ainsi que le registre d'expression ont été disposés sur deux sites :

- En mairie de MONTBOUCHER-SUR-JABRON, 45 Rue Fortuné Jacquier,
- Au siège de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, à la Maison des Services Publics, 1 avenue Saint-Martin à MONTÉLIMAR.

Le dossier de concertation a été également mis en ligne sur les sites internet de :

- La Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMERATION,
- La commune de MONTBOUCHER-SUR-JABRON.

Aucune observation du public n'a été consignée sur les registres présents en mairie de MONTBOUCHER-SUR-JABRON et au siège de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION ou adressée par courrier à l'attention de M. le Président de la Communauté d'Agglomération.

En conclusion, ce dossier qui n'a pas fait l'objet de remarque au cours de la période de concertation n'a pas lieu d'être adapté avant la poursuite de la procédure.

Conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, la collectivité en arrête le bilan. C'est l'objet de cette présente délibération.

La poursuite de cette procédure sera plus administrative. Elle consistera à envoyer ce dossier d'évolution du PLU à Mme la préfète au titre de la demande de dérogation à l'urbanisation, à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), à la Chambre d'Agriculture et à l'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO) au titre de l'article R.153-6 du Code de l'urbanisme, à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) pour l'Évaluation Environnementale et aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC).

La population pourra consulter et s'exprimer sur ce projet d'évolution du PLU dans le cadre de l'enquête publique qui suivra. Le Conseil Communautaire sera sollicité à nouveau à partir de l'été 2023, pour approuver le dossier final qui sera éventuellement adapté à la suite de ces différentes phases.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2, L.300-6 et L.153-54 à L.153-59;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de MONTBOUCHER-SUR-JABRON, approuvé en date du 15 novembre 2011 et ses différentes évolutions,

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION en date du 14 avril 2017, actant le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme et Carte Communale des communes à la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION au 27 mars 2017,

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION en date du 30 juin 2021, fixant les modalités de la mise à disposition du dossier au public dans le cadre d'une modification ou mise en compatibilité d'un PLU soumise à évaluation environnementale,

Vu l'arrêté communautaire n°2022.09.52A en date du 12 septembre 2022 portant sur la concertation au public relative à cette déclaration de compatibilité n°2 du PLU de la commune de MONTBOUCHER-SUR-JABRON,

Vu la concertation du public qui s'est tenue du lundi 3 octobre au lundi 31 octobre 2022 inclus et le dossier mis à disposition du public ci-annexé,

Vu le bilan de la concertation ci-annexé,

Considérant que le bilan de la concertation du public relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°2 du PLU de la commune de MONTBOUCHER-SUR-JABRON est prêt à être tiré,

Considérant l'absence de remarque ne nécessitant pas d'adapter le projet et permettant donc la poursuite de la procédure qui comprendra ultérieurement une enquête publique, avant la présentation du dossier finalisé en Conseil communautaire pour approbation,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

DE TIRER le bilan de la concertation du public conformément à l'article L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme ;

DE DIRE, qu'à la vue de ce bilan, la procédure peut être poursuivie et que le dossier sera transmis pour consultation à Mme la Préfète au titre de la demande de dérogation préfectorale d'ouverture à l'urbanisation en l'absence de SCoT, à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), à la Chambre d'Agriculture et à l'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO) au titre de l'article R.153-6 du Code de l'urbanisme, à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) pour l'Évaluation Environnementale, et à l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) ;

DE DIRE que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et 21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage à la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION et à la Mairie de MONTBOUCHER-SUR-JABRON pendant un mois ;

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET
Président

Valérie ARNAVON
Secrétaire de séance